



**REPONSE DU
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR
SON EXCELLENCE MONSIEUR DIDIER RATSIRAKA
A L'ALLOUCTION PRONONCEE
PAR LE DOYEN DU CORPS DIPLOMATIQUE
SON EXCELLENCE MADAME ZHAO BAOZHEN
AMBASSADEUR DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
(Iavoloha, le 09 janvier 1998)**

Madame le doyen,

Vous ne pouvez pas imaginer, à quel point les vœux que vous venez de m'adresser, et, à travers moi, à tout le peuple malgache, m'ont touché; J'y suis très sensible et les mots que vous avez utilisés pour les exprimer leur donnent encore plus de relief et de portée.

Je me demande si l'on ne devrait pas inclure la République populaire de Chine dans la communauté des Etats ayant en partage la langue française. Et je plaisante à peine! Tant vous parlez un français impeccable.

Mais trêve de plaisanterie.

Je vous remercie très sincèrement et, au nom du peuple malgache tout entier, au nom de son Gouvernement, et en mon nom personnel, je vous demande de bien vouloir transmettre à tous les ambassadeurs et représentants des organismes internationaux résidant à Antananarivo, tous nos vœux de bonheur et de prospérité, ainsi qu'aux chefs d'Etat et de Gouvernement et aux chefs d'institutions internationales que vous représentez ici à Madagascar. Que cette année nouvelle vous soit favorable à tous les points de vue et dans tous les domaines.

Madame le doyen,

Excellences Mesdames et Messieurs.

Hasard du calendrier ou dessein secret de la Providence, nul ne le sait - Toujours est-il que la fin de l'année 97 et le début de cette année 98, ont vu la coïncidence de quatre fêtes différentes: Les chrétiens ont fêté la naissance du Christ; Les tenants de la religion judaïque ont célébré les Huit jours de HANNOUCAH; les musulmans eux ont commencé leur RAMADAN, tandis que les républicains ont tout simplement fêté la Saint-Sylvestre. La nouvelle année 1998, une année que les chinois dénomment l'année du Tigre de la terre (ascendant terre) car le calendrier asiatique ne serait pas fondé sur la religion mais sur l'astrologie... En tout cas, c'est l'année du 50ème anniversaire de la déclaration des droits de l'homme. C'est aussi l'année du 150ème anniversaire de la IIème République française, le 40ème anniversaire de la Constitution de la Vème République française, le 80ème anniversaire de la fin de la première guerre mondiale, ou tout simplement l'année du football avec le

déroulement de la coupe du monde de football en France.

Clin d'œil de l'histoire ou pure coïncidence de dates, on peut multiplier ainsi à l'infini les anniversaires comme tous les ans du reste.

Mais à l'aube du 2000ème anniversaire de la naissance du Christ, l'imagination des hommes travaillent beaucoup. D'aucun prédisent la fin prochaine du Monde alors que le soleil a encore 4 milliards d'années à vivre; D'autres prévoient une année de paix et de stabilité, malgré les bouleversements et catastrophes naturelles prévisibles, comme celle qu'a provoqué EL NINO, en Asie du sud est, en Indonésie et qui pourrait ne pas épargner MADAGASCAR.

Les informaticiens eux sont déboussolés parce qu'ils ont pris du retard; Toutes les puces et autres merveilles de l'informatique ne sont programmées que jusqu'à la fin de 1999.

Mais pour nous Malgaches, que va-t-il se passer? C'est le 50ème anniversaire de la fin des événements douloureux de 1947/48... Donc, à priori, ce sera une bonne année. D'autant plus que la plupart des clignotants économiques virent au vert.

En effet, n'en déplaise aux détracteurs, la situation économique globale de Madagascar est aujourd'hui bien meilleure qu'il y a un an. La croissance économique, en termes réels du PIB, estimée à + de 3,7% est nettement supérieure à celle qui était prévue dans le DCPE, je l'ai déjà dit en malgache. Une institution aussi sérieuse que le projet MADIO, financé par nos bailleurs de fonds, prévoit même une croissance de 4% pour 1997.

L'inflation a pu être maîtrisée à 6,7 ou 6,8 % malgré les tentatives de certaines corporations d'augmenter indûment les prix (boulangers, transporteurs, etc...)

L'existence de stocks de paddy dans les greniers communautaires villageois, dans plusieurs régions de l'île, a eu un effet régulateur sur le prix du riz en cette période de soudure.

La pression fiscale de 9,06 % du PIB, constitue une amélioration par rapport à l'objectif du DCPE (9%) mais reste bien inférieure aux objectifs que nous nous sommes fixé.

Aussi, convient-il de faire un effort particulier dans ce domaine, si nous voulons atteindre l'objectif de plus de 13% au lieu des 11% du DCPE en 1999.

Il faudra bannir et abolir toutes les exonérations de TVA.

Il faudra sans doute repenser toute notre politique fiscale. Il faut absolument assainir, comme on a commencé de le faire, nos services des douanes.

Il faut lutter contre la corruption à tous les niveaux.

Il faut désormais refuser toute autorisation ad hoc de demandes d'exonération fiscale.

Il nous faudra sans doute mettre en place un système d'ajustement trimestriel des prix des produits pétroliers.

Parallèlement, il nous faudra revoir notre système judiciaire pour que ceux qui ont de "gros moyens" n'échappent pas à la justice, et pour que des prévenus ne croupissent pas en prison pendant 5 ans alors que leur peine en définitive ne s'élève qu'à 6 mois ou un an.

Le processus de développement stable et durable et soutenu ne saurait être pleinement assuré que dans un Etat de droit et dans le cadre d'un contexte général où la sécurité se trouve effectivement instaurée et garantie de telle sorte que la population puisse, en toute quiétude, se livrer à des activités productrices et productives et que les investisseurs nationaux et étrangers soient rassurés, pour faire travailler leurs capitaux chez nous.

Une telle situation ne saurait être absolument acquise qu'autant qu'il existe une justice crédible, une magistrature honnête et respectée parce que respectable. En effet, pour la sécurité des transactions, les investisseurs ont besoin d'un arbitre impartial pour appliquer le droit, d'une manière adaptée à l'évolution du monde des affaires.

Il faudra penser à la revue de nos textes et à leur refonte, à la moralisation de la profession, à la revalorisation des ressources humaines, à la décentralisation des ordres de juridiction etc...

S'agissant des dépenses, grâce à l'appui des bailleurs de fonds, l'Etat a pu augmenter ses dépenses : les investissements ont ainsi augmenté, dans la loi rectificative des finances 97 et l'Etat a pu payer, par ailleurs, des arriérés, renforçant ainsi sa crédibilité financière.

Nous avons également tenu notre promesse, d'augmenter les primes aux enseignants et notamment les primes d'éloignement aux instituteurs.

Les performances ont été donc atteintes malgré les énormes dégâts causés par les cyclones FABIOLA et GRETELLE et les criquets migrateurs dont j'ai parlé dans mon discours en malgache.

Malgré l'augmentation des dépenses publiques, le déficit global des finances publiques ne représente que 3% du PIB.

Nos relations avec la Communauté financière internationale se sont améliorées: Banque mondiale, FMI, Caisse française de développement, BAD, FAD, CEE, sans parler de nos relations bilatérales.

Les performances économiques de 97 ont permis à la banque centrale de continuer à baisser son taux directeur, qui est de 9% aujourd'hui contre 33% en Avril 1995, permettant ainsi aux banques primaires d'adopter un taux de base de 12 à 13 %.

Les réserves en devises représente 14 à 15 semaines d'importation de bien et service, sans tenir compte des réserves détenues par les banques primaires, alors que l'objectif du DCPE était de 9,7 semaines pour 1997; 11,2 en 98 et 12,3 en 1999.

Donc, les prévisions pour 1999 sont d'ores et déjà dépassées en 1997. Le taux de croissance prévisible pour cette année pourrait dépasser les objectifs de 1999 du DCPE.

Il y a donc, quoiqu'on dise, une amélioration très nette mais encore insuffisante de nos performances économiques car il nous faut atteindre les 6% de croissance à la fin de 1999, croissance soutenue et durable et non croissance sans développement. Et je suis d'accord si on peut atteindre les 10%, allons-y gaiement.

Encore faut-il respecter tous nos accord notamment le calendrier des réformes structurelles : réformes de la fonction publique, privatisation, en général, réforme de

l'administration fiscale et douanière, privatisation des banques BFV et BTM, notamment pour juillet 1998, privatisation de la Solima, préparer soigneusement la privatisation de TELMA et réussir celle d'AIR MADAGASCAR;

Car privatiser n'est pas une fin en soi. On ne privatise pas pour le plaisir de privatiser, mais pour atteindre des objectifs bien déterminés. Pour ne citer qu'un exemple : La privatisation d'Air Madagascar doit favoriser la concurrence en vue d'assurer un meilleur service et de baisser le prix des billets. Songez donc, par exemple, qu'un billet aller et retour "Tananarive-Johannesbourg" coûte 860 \$ US alors que sur Malaysian Airways, un billet "Buenos Aires - Johannesburg" coûte le même prix.

Il nous faut donc baisser les prix et améliorer le service mais concomitamment, il faut développer rapidement nos infrastructures hôtelières et touristiques.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Si je me suis attardé longuement, si ce n'est lourdement, sur ces chiffres et bien que les statistiques sont, comme l'a dit DISRAELI, l'arme la plus efficace du mensonge, c'est uniquement parce que je voudrais, de tout mon cœur et de toutes mes forces, que cette amélioration de nos performances économiques soit continue dans l'intérêt du Peuple malgache et parce que je me suis engagé personnellement auprès de nos bailleurs de fonds pour qu'il en soit ainsi.

J'ai dit au début de mon intervention, que va-t-il se passer à Madagascar durant cette année 98 ?

Eh bien, malgré ces clignotants qui virent au vert un peu partout, sur le plan économique, les spécialistes aboutissent à une conclusion, pour le moins surprenante, pour ne pas dire incongrue : ils affirment ou prédisent que l'année 98 sera l'année de tous les dangers pour Madagascar. Et, à bien y regarder de près, ils n'ont pas tout à fait tort car, dès lors que tout commence à aller mieux à Madagascar, certains apprentis sorciers de la politique - ils sont peut être "scorpion" - sont habités par le démon de la destruction qui les pousse à tout saboter, à semer de la graine d'ambition et de violence à tout vent.

Je n'ai pas spécialement un goût exagéré pour l'égotisme mais je vous prends à témoin à propos d'un sordide complot qu'on a monté contre moi, depuis quelque temps, pour me diaboliser. Il s'agit de l'affaire MITSUBISHI.

J'ai ici un certificat de deposit disant que Monsieur Didier RATSIRAKA - mais pas le président RATSIRAKA - a un dépôt de 490 milliards de Yen à la Mitsubishi Bank à Tokyo. J'ai déjà dit que c'était un faux. D'autres ont dit que je persiste et signe. Effectivement, il y a un document, mais c'est un faux. Et on a même parlé de écran bloomberg, pour démontrer que ça existe vraiment. Suis-je donc assez bête pour mettre au Japon une telle somme si je l'avais, et non pas dans une banque suisse. Eh bien, nous avons fait une demande auprès de la Mitsubishi Bank, pour leur demander un certificat de confirmation ou de conformité avec ces documents.

Et voici la réponse, en anglais :

" Reference is made to your facsimile December 30, 1997 with copies of the documents related to above Commercial Obligation Certificate... We received your facsimile lettre today after japanese bank holidays from December 31, 1997 to January 4. Please be informed that we are of the opinion that such commercial Obligation Certificate was not issued by the Mitsubishi Bank, Limited or any of its affiliates. Accordingly, it is the Bank's belief that such Certificate is a forgery, and

that the Bank does not have, and will not assume, any responsibility with respect to any obligation purportedly created or owed by the Certificate. It is the Bank's further opinion that, as the Certificate is a forgery, you should report this matter to the proper authorities for possible criminal investigation. Yours faithfully..."

Ca veut dire que la banque japonaise Mitsubishi a dit clairement qu'il s'agit d'un faux. Aussi, ceux qui persistent à parler de ceci, je les poursuivrai en justice. Parce que ce qu'ils ne savent pas c'est que j'ai déjà porté plainte, en 1995, pour faux et usage de faux, j'ai porté plainte contre x dans cette affaire.

Ici à Madagascar, dès lors que tout allait un peu mieux, il y a toujours des gens qui veulent tout détruire, tant il est facile de mentir, tant il est facile de détruire que de construire.

Madame le Doyen,

Je suis heureux vraiment pour votre discours de tantôt. Vous avez parlé d'écologie et d'humanisme. Effectivement, nous pensons faire de cette année, une année du reboisement. Vous avez signalé fort justement, parce que vous êtes un observateur impartial, vous avez vu et souligné qu'il y avait moins de feu de brousse cette année que par le passé. Nous autre malgaches, nous ne voyons pas ça. Quand ça va bien, on ne le dit pas, quand ça va mal, on le crie sur tous les toits.

Eh bien, je voudrais révéler, si ce n'est déjà fait, en malgache, quelque chose dont ils peuvent être fiers. Nous avons ici à Madagascar, un arbuste qui s'appelle "Takhtajania perrieri", unique au monde. Je vous livre quelques réflexions des savants :

Mesdames et messieurs,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous faire part de la récente redécouverte d'une plante malgache que l'on peut qualifier d'exceptionnelle, le "Takhtajania perrieri", espèce de petit arbre connu seulement de deux endroits dans les forêts denses et humides du nord de Madagascar.

Et sans aucun doute, le descendant direct d'un groupe de plante qui remonte dans le temps, jusqu'à l'époque de dinosaures, il y a 120 millions d'années. Voilà une richesse dont nous pouvons être fier. Alors pourquoi faire disparaître cette richesse exceptionnelle par des feux de brousse. Pourquoi ne pas adopter une politique agressive de préservation de l'environnement et de l'écologie. Une politique audacieuse pour faire avancer l'humanisme, car les paysans, comme vous l'avez dit tout à l'heure, vivent de la terre. C'est la forêt qui nous nourrit. Ce sont les paysans qui nous nourrissent.

Le "Takhtajania perrieri", espèce endémique, unique au monde, se trouve dans la partie nord de Madagascar. Je crois qu'il se trouve du côté de Marojejy Anjanaharibe Sud, dans le SAVA. Il y a quelques années, il y a une vingtaine d'années, on en a vu des traces à Ambanja; Maintenant, il n'y en a plus que dans cette région. Et je suggère au Ministère du tourisme et de l'environnement, au Ministère de la recherche scientifique, d'essayer de faire de la médiatisation, et de faire en sorte que, par exemple, cet endroit unique au monde, mémoire et patrimoine commun de l'humanité, comme je l'ai dit lors de mon investiture, soit d'abord protégé et ensuite vulgarisé et médiatisé, pour que les touristes affluent de tous les quatre coins du monde pour voir les dinosaures, et il n'y a pas que dans l'AREMA où il y a des dinosaures...pour voir ces dinosaures là, les gens vont payer des fortunes, il faut avoir de l'imagination.

Madame le Doyen,

Excellences Mesdames et Messieurs,

Le Directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, a bien compris l'exceptionnelle qualité de cette année 1998, anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme : ... "Only those are free whose arms are open to embrace!" ... "Seules sont libres les mains prêtes à en serrer d'autres!" ... "Solo son libres las manos abiertas al abrazo!".

Moi, je vous tends la main, au nom de Madagascar, pour que la coopération entre notre pays et les pays que vous représentez ici, à Madagascar, soient plus féconde et mutuellement avantageuse que par le passé. Que les cieux nous soient favorables cette année.

"Everyone has a right to respect for their dignity and for their human rights regardless of their genetic characteristics."

"Chaque individu a droit au respect de sa dignité et de ses droits, quelles que soient ses caractéristiques génétiques."

"Cada individuo tiene derecho al respeto de su dignidad y derechos, cualesquiera que sean sus características genéticas."

Voilà ce que nous dit le Directeur Général de l'UNESCO.

Eh bien, pour terminer, je voudrais appeler votre attention sur un fait :

On va sans doute en appeler au peuple pour décider de son destin et de son avenir : C'est un choix de société que nous allons proposer au peuple malgache pour l'avenir de nos enfants et de nos petits enfants. On vous dira peut être du mal de cette opération.

Moi, je suis convaincu que c'est nécessaire pour la stabilité et pour la prospérité de Madagascar et de tous les malgaches. Il est vrai, et là , j'aimerais bien emprunter l'apophtegme de Jules Romain, je crois :

"Les esprits d'élite discutent des idées, les esprits moyens des événements, les esprits médiocres des personnes."

Que dire alors de ces esprits chagrins qui ne font que critiquer, tous les jours et toutes les nuits que Dieu fait, que critiquer une seule personne, quoi qu'il fasse. J'aimerais vraiment, pour la fierté et la dignité de Madagascar et les Malgaches, que nous donnions l'exemple de la tolérance, de l'humanisme, du savoir vivre et du savoir être. Que Madagascar donne l'exemple de la solidarité.

Happy new years.....

Bonne et heureuse année à tous....

... Nous sommes solidaires avec tous les étrangers qui habitent à Madagascar.

Vive Madagascar et vive la relation entre Madagascar et tous vos pays respectifs !

